

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI
 22 JUILLET 1938
 3^e Année — Numéro 86
 Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION
 15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)
 ABONNEMENTS :
 France et colonies : 1 an, 22 fr.,
 6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.
 Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
 20 fr.; 3 mois, 10 fr.
 Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Rudolf KLEMENT

Secrétaire administratif de la IV^e Internationale, est enlevé !

Le Guépéou, en plein Paris, a enlevé notre camarade et l'a emporté vers Barcelone.

Les gangsters Staliniens préparent ainsi le procès du P. O. U. M. et des "Trotskystes"

à la Conférence nationale du P. S. O. P.

Le P. O. I. a été reçu par une

commission du Congrès du P. S. O. P. et le Congrès a accepté l'unité d'action

Le coin des J. S. R.

La J.S.O.P. et nous

Le Congrès du P.S.O.P. a eu lieu samedi et dimanche derniers. Nous re-venons en détail dans notre prochain numéro sur les problèmes qui sont posés par les décisions sur lesquelles il s'est terminé.

Pour aujourd'hui, résumons l'essen-tiel. Tout d'abord, on a refusé à nos délégués le droit d'exposer en séance publique son point de vue. Cependant, une Commission, désignée par le Congrès et composée de nos camarades Clart et Rousset ont exposé les propositions de front unique d'action et d'unité révolutionnaires. Notre camarade Rousset a montré, sur la base du dernier coup du Guépéou, la nécessité du front révolutionnaire. Le camarade Clart a tracé un tableau de la IV^e Internationale et de sa politique, il a donné les raisons impérieuses de l'unité d'action et posé le problème de l'unité révolutionnaire. Si l'accord sur les programmes peut se faire par la discussion loyale et complète et l'action consciente, alors l'unité organique doit suivre. Nous proposons, nous, notre programme de la IV^e Internationale.

Le président de la Commission répondit qu'il regrettrait que les sections du P.S.O.P. n'aient pu discuter de notre programme. Les délégués des provinces parurent bien disposés à l'en-droit de nos explications. Notre délégation se retira, puis, après discussion, la Commission nous communiqua qu'elle proposait au Congrès d'accepter l'action commune. Un camarade délégué de la Somme, protesta violemment parce que l'on avait refusé de nous entendre au Congrès lui-même. On nous dit que ce camarade avait cru de son devoir de se retirer du P.S.O.P.

Il exprima ce faisant, d'une manière individuelle, le mécontentement d'un courant révolutionnaire sérieux qui existe dans le P.S.O.P. qui veut l'unité d'action et l'unité avec le P.O.I. Ce courant devait s'exprimer au cours du Congrès, sur certains points précis.

En ce qui concerne la question du Front Populaire les partisans de la formule périmée faillirent de l'alliance avec les radicaux, furent battus. La motion Pivert fut battue de quelques voix. Pivert qui s'est prononcé pour l'unité d'action avec le P.O.I. croit encore opportun de s'accrocher au « Front Populaire », alors que le « Front Populaire » perd les masses, et que seul le Front ouvrier et paysan sur la base des Comités peut les rassembler.

Discussion particulièrement vive sur la question de la franc-maçonnerie. La lutte « antitrotskyste », c'est-à-dire antirévolutionnaire à l'intérieur du P.S.O.P., est menée en sous-main par la franc-maçonnerie, puissance occulte qui se paie le luxe de bavarder sur le « noyautage » et « trotskyste » qui n'est autre que l'exposé clair et loyal des idées, alors qu'elle « noyaut », elle, tant qu'elle peut.

Les délégués du Maroc sont venus affirmer avec force que la franc-maçonnerie, c'était le général Nogués et l'impérialisme. Rompre avec la franc-maçonnerie, ce sera pour le P.S.O.P. rompre le lien avec la bourgeoisie.

Sur la question de la guerre la discussion ne fut pas moins nette. La tendance marxiste qui veut appeler les choses par leur nom et la tendance pacifiste qui veut camoufler derrière des mots vagues, des idées confuses,

Hérard n'osa pas attaquer de front la motion Danno qui reprenait du projet de charte de Bailly le texte sur la guerre et le défaitisme révolutionnaire. Il se rallia à la thèse pacifiste confusionniste de Modiano qui l'emporta finalement.

Sur la question de l'Internationale, le Bureau de Londres chercha à imposer l'adhésion. Ses partisans jouissent d'un monopole, assuré antidémocratiquement.

Front Populaire moribond

Défilé du 14 Juillet

Le défilé organisé le 14 juillet par le Front Populaire fut cette année un fiasco lamentable à côté des autres années, surtout si l'on se rappelle la manifestation de 1935.

Cette absence indéniable des masses vient-elle de l'abstention des radicaux? Non, elle vient de la désillusion profonde des ouvriers qui ont été dupés par ceux qui promettaient le Pain, la Paix, et la Liberté.

Devant ce peu d'enthousiasme, le service d'ordre fit de nombreuses haltes et coupures pour que le cortège ne finisse pas avant 16 heures.

De nombreuses organisations politiques et syndicalistes étaient absentes. La majeure partie des manifestants se composait des staliniens et de quelques socialistes qui d'ailleurs s'engueulaient. Quelques vieux réclamaient leur retraite.

Les Jeunesses communistes, avec leurs moyens habituels de parade. Les jeunes filles de France sur un char, en caleçons de bain ou en slips représentaient la pureté française.

Voilà ce que fut le défilé de masse que groupa 80.000 personnes. Le P.O.I. et les J.S.R. ont vendu Révo et La Lutte, malgré les provocations sans conviction des staliniens.

RÉPRESSION "ROYALE"

"Révolution" est saisi

Le numéro 51 de « Révolution » a été saisi une fois de plus. Plusieurs de nos jeunes camarades ont été arrêtés. Le tout à cause d'un article sur Sa Majesté Britannique.

La justice et la police de l'impérialisme français défendent bien la respectabilité des représentants de l'impérialisme anglais. La répression contre nous en cette occasion n'est-elle pas le meilleur symbole de la solidarité qui unit les travailleurs de ce pays à leurs frères, les ouvriers anglais et les esclaves des colonies anglaises, matraqués, fusillés, réprimés, affamés.

« Révolution » et la « Lutte Ouvrière » continueront la lutte contre l'impérialisme mondial.

quement. Mais cet organisme est tellement discrédité ou impuissant qu'en définitive le congrès ne se prononça pour aucune internationale.

En résumé, le P.S.O.P. ne s'est pas nettement déterminé, surtout à cause d'une préparation qui n'avait pas permis la discussion et la plupart des questions ont été soumises au référendum.

Pour notre part, nous prenons acte avec satisfaction de l'acceptation de l'unité d'action avec le P.O.I. Nous demandons au P.S.O.P. de discuter avec nous. Commençons par l'action en commun contre le procès du P.O.U.M. contre l'enlèvement de Rudolf Klément, contre les décrets-lois Daladier. Mais tous les véritables révolutionnaires veulent aussi que l'unité d'action nous amène à l'unité révolutionnaire. Le président de la Commission qui nous a reçu a exprimé le regret que le P.S.O.P. n'ait pas discuté de notre programme. Nous soumettons donc ce programme aux militants du P.S.O.P., en confrontation avec le leur et nous proposons de la direction aux sections la discussion fraternelle pour l'unité révolutionnaire parallèlement à l'unité d'action.

En avant vers l'unité révolutionnaire sous le drapeau du marxisme, de Lénine et de Trotsky.

Notre prochain numéro donnera une appréciation analytique des principales discussions autour desquelles s'est centré ce congrès.

Assemblée d'Information
Mardi 26 Juillet
SALLE AUGÉ
3, Rue des Archives
à 20 h. 30
Présence indispensable - Carte du Parti exigée

Les soldats donnent l'exemple

Solidarité avec "Révo"

A une collecte faite parmi les soldats de la 117, une quinzaine répondirent, affirmant par là leur solidarité envers « Révolution » pour son action antimilitariste.
Montant de la collecte : 16 francs.

N'oubliez pas !

Il faut qu'en octobre La Lutte paraisse sur 4 pages g^d format toutes les semaines
Pendant les vacances, les cellules doivent organiser la vente dans les kiosques, à la criée, l'abonnement à la Lutte.

Le 14 et le 15 l'absence de Rudolf Klément qui assurait des tâches administratives pour le compte de l'organisation de la IV^e Internationale, in-quelcun divers camarades, qui firent les démarches nécessaires et constatèrent sa disparition.

Le 16, toutes les démarches aboutirent à cette conclusion : cette disparition ne peut être que l'œuvre de la po-lice de Staline, le Guépéou.

C'est ce qui résultait du communi-qué que nous avons envoyé à la presse en date du 16 juillet 1938, que nous publions ci-après :

UN NOUVEAU COUP du GUEPEOU EN PLEIN PARIS

Rudolf Klément (alias Camille) un des secrétaires administratifs de la IV^e Internationale a disparu !

Ce matin, 16 juillet, des membres de la IV^e Internationale français, intri-gués par l'absence depuis deux jours, de Rudolf Klément (alias Camille) qui assurait des tâches administratives techniques pour le compte de l'organi-sation de la IV^e Internationale, se sont rendus compte de sa disparition de son domicile. D'autre part, copie d'une lettre de Trotsky signée du nom Ru-dolf Klément était adressée à l'un d'eux; cette lettre était écrite dans le style des aveux des procès de Moscou. Elle était postée de Perpignan, fron-tière de l'Espagne gouvernementale contrôlée par la police du G. P. U. russe, qui, comme on le sait, dispose des leviers de commande de la police « gouvernementale » espagnole. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un nou-veau coup de gangsters perpétré en plein Paris par la police de Staline appelée le G.P.U. Cette police a be-som de faux, et témoins fabriqués pour le procès qui va avoir lieu à Bar-celone, contre le Parti Ouvrier d'Uni-fication Marxiste (POUM) et contre la IV^e Internationale.

Le texte du document que se dispose à utiliser le G.P.U. est rédigé en al-lemand avec certaines expressions et une orthographe russe, par exemple, le nom Beals (qui fut démasqué comme un agent staliniens introduit dans la Commission d'enquête sur les Procès

C'est pourquoi, bien que nous ne nous fassions aucune illusion sur le zèle de la justice bourgeoise à décou-vrir les assassins staliniens pour con-traindre l'opinion publique à s'intéres-ser à l'affaire, et par voie de consé-quence, pour que les ouvriers ainsi alertés nous aident à découvrir les coupables, nous avons déposé la plain-te ci-après :



Rudolf KLEMENT

de Moscou, de New-York) est ortho-graphié Bills selon l'orthographe des organes staliniens russes. Quant au fond le document est rédigé pour servir point par point la thèse stalinienne des procès de Moscou : la prétendue alliance (le « bloc ») de Trotsky avec les sommets fascistes. S'agit-il d'un faux fabriqué sur la base des vols d'archives par les spécialistes du G.P.U. ? Comment ce document a-t-il été fabriqué? Arraché? ou extorqué? Ou est passé Rudolf Klément? A-t-il été enlevé vers Moscou via l'Espagne, comme Erwin Wolf ou Marc Rein, le fils du chef socialiste russe Abramovitch. Par le document destiné à couvrir son cri-me le G.P.U. se propose-t-il d'appor-ter un « nouveau témoin » fabriqué contre Trotsky et la IV^e Internationa-le, ce « nouveau témoin » n'étant que les autres qu'un rouage docile in-séré dans le mécanisme de l'inqui-sition stalinienne s'agit-il d'une machi-nation ourdie depuis quand, contre notre mouvement.

Le Parti Ouvrier Internationaliste dénonce cette nouvelle provocation et ce nouveau coup criminel du G.P.U. perpétré en plein Paris. Après Moscou, Barcelone, les bandes de gangsters

aux ordres de Staline, poursuivent à Paris, leur plan d'extermination de tout ce qui dans le mouvement ouvrier veut rester indépendant de la dictature de Moscou. Les procès de Moscou ont été frappés en plein cœur par le ver-dict de la commission d'enquête de New-York (président John Dewey) qui a lavé Trotsky de toute accusation après examen par les plus hautes per-sonnalités des sciences, de la littéra-ture, de la politique du parti ouvrier, démocratique, libéral.

Une nouvelle fois, nous mettons pu-bliquement en demeure l'Inquisition stalinienne de produire un seul témoin qui soit libre, et qui n'écrit pas sous la dictée du G.P.U., un seul fait qui ne soit pas controvérsé, un seul document qui ne soit pas un faux !!

Au terrorisme des gangsters du G. P. U. nous opposons l'information pu-blique et contradictoire pour confondre les assassins et leur politique de guer-re et d'extermination de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Le Bureau de presse du P.O.I.
Parti ouvrier internationaliste
(section française de la IV^e Inter-nationale, 15, pass. Dubail, Paris.

Paris, 16 juillet 1938.

Bien entendu, la presse de droite et de gauche, unanime, toute préoccupée de démontrer qu'à l'occasion du voya-ge du roi d'Angleterre, la police de l'impérialisme veille sur les citoyens, et sur l'hôte royal, s'est bien gardée, le premier jour de souffler mot de notre communiqué. D'honnêtes ouvriers et intellectuels immigrés ont été expul-sés en masse par les méthodes des plus brutales. En revanche les émis-saires de M. Staline peuvent opérer en plein Paris, selon les méthodes de Al Capone perfectionnées. La Guépéou bénéficie de mêmes faveurs que la po-lice des gardes blancs et que la Ges-tapo.

C'est pourquoi, bien que nous ne nous fassions aucune illusion sur le zèle de la justice bourgeoise à décou-vrir les assassins staliniens pour con-traindre l'opinion publique à s'intéres-ser à l'affaire, et par voie de consé-quence, pour que les ouvriers ainsi alertés nous aident à découvrir les coupables, nous avons déposé la plain-te ci-après :

Monsieur le Procureur de la République, Paris.

Le Parti Ouvrier Internationaliste, section française de la IV^e Internationa-le par la présente dépose entre vos mains une plainte pour les faits ci-après :

1. Depuis mardi soir 12 juillet au plus tard, le réfugié politique Rudolf Klément qui habitait sous le nom de Roger Bertrand, 1, rue de Strasbourg, à Maisons-Alfort a disparu soudaine-ment.

2. M. Rudolf Klément accomplissait pour le compte de l'organisation de la IV^e Internationale des tâches de secré-taire administratif et technique. Il avait été également secrétaire de Léon Trotsky lorsque ce dernier habitait Barbizon.

3. De fortes présomptions font pen-ser que Rudolf Klément a été enlevé par la police russe, le G.P.U. qui a déjà procédé à divers enlèvements de cette nature en particulier d'Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky, Marc Rein, fils du leader socialiste russe Abramovitch et d'autres, et qui a déjà accompli en plein Paris le vol des archives de Léon Trotsky à l'Ins-titut de la rue Michelet.

Nous produisons à ce sujet toutes explications nécessaires, notamment concernant la lettre que nous avons reçu portant le cachet du 15 juillet, de la poste de Perpignan, ville voisine de la frontière contrôlée, du côté de l'Es-pagne, par la police russe qui dispose, comme on le sait, des leviers de com-mande de la police « gouvernemen-tale » espagnole. Cette lettre est ré-digée dans le style des aveux des procès de Moscou destinée à servir les visées politiques de M. Staline.

4. Nous avons chargé notre avocat,

La crise du P. P. A.

La crise du P.P.A. dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, nous amène aujourd'hui à poursuivre la discussion avec nos camarades algériens. Les raisons objectives de cette crise se trouvent en fait dans la déception profonde que la politique de front populaire a provoquée dans les masses coloniales. Pendant des années, le P.P.A. s'est toujours rencontré au côté des organisations ouvrières traditionnelles dans toutes les manifestations politiques. Le premier acte du P. P. au pouvoir fut d'interdire l'organisation de l'Etoile Nord Africaine puis d'arrêter et de condamner à plusieurs années de prison trois groupes dirigeants successifs du P.P.A. Décapité, isolé de ses meilleurs militants, le désespoir commença à ronger les rangs des camarades du P.P.A. Quelques-uns, faute d'avoir su comprendre le rôle réel du P.P. assimilèrent ouvriers et patrons, les rejetant tous dans le même camp des oppresseurs. D'autres courants reculant devant la répression pensèrent pouvoir y parer en édulcorant le programme, en pratiquant de larges concessions idéologiques en préparant ainsi la voie à des capitulations certaines. C'est ce courant qui s'exprimait dans le numéro d'El Oumma dont nous avons publié ici même des extraits.

Une analyse sérieuse de la situation présente doit amener un redressement et à nouveau une sérieuse contre-offensive de la part de nos camarades algériens. La collaboration de classe du P. P. si elle a servi à l'écrasement sanglant des ouvriers et des paysans nord-africains, a également, sous une forme différente, momentanément brisé l'essor révolutionnaire des ouvriers français. Si les effets ne sont point aussi cruels pour les uns que pour les autres, c'est uniquement parce que la classe ouvrière française a conquis depuis de longues années de fortes positions dans le pays qui lui permettent de mieux résister. Cette compréhension que la trahison du P. P. est aussi vraie pour les ouvriers français que pour les ouvriers algériens doit permettre de renouer le front unique de lutte, geste absolument indispensable à la victoire des uns comme des autres.

L'expérience de ces derniers mois montre le plus clairement possible qu'on ne peut rien obtenir de la collaboration avec des gouvernements bourgeois, même s'ils portent le titre de P.P. Ces gouvernements servent les intérêts de l'impérialisme français qui sont irréductiblement opposés aux intérêts des masses nord-africaines. La politique des télégrammes, des grands « avocats », des antichambres ministérielles, a fait définitivement faillite. Toute tentative de collaboration, toute concession faite à l'impérialisme français ne peut être que pour les ouvriers et les paysans nord-africains, qu'un marché de dupes, la préparation d'une nouvelle trahison. Seul le rassemblement dans les organisations syndicales, la construction d'un parti révolutionnaire nord-africain, le front unique avec les ouvriers révolutionnaires français, un large programme de réformes agraires exigeant le retour de la terre aux fellahs, peuvent assurer des victoires partielles préparant une victoire définitive contre l'impérialisme français. C'est dans ce sens que notre parti et les groupes ouvriers algériens se tournent vers les camarades du P. P.A. en leur proposant une large discussion sur le programme et tout de suite un front unique de lutte dans l'action pratique.

ta de Valence) est très riche en légumes et fruits, etc., pour être appelé le jardin potager de l'Espagne, ce qui est décisif pour l'approvisionnement de la capitale.

Mais voyons plutôt, parce qu'elle comporte des analogies profondes, la situation en Catalogne, région encore beaucoup plus importante. Les mêmes constatations politiques vaudraient pour les deux régions.

EN CATALOGNE

Lors des premiers jours du soulèvement, les ouvriers se sont organisés dans leurs comités et dans leurs milices, à l'opposé du pouvoir républicain bourgeois, représenté par le Gouvernement de la Généralité. Tous les observateurs ont pu constater cette dualité du pouvoir, au profit des ouvriers armés, qui se traduisait en particulier par ce fait que la police sur les routes, aux frontières, dans la rue était assurée par la milice et que seule « l'administration officielle » venait en deuxième plan, comme une autorité de façade n'ayant nul pouvoir réel. Il en était de même dans tous les domaines (économique, social, etc.) Le Comité Central des Milices décidait souverainement de toutes choses (Justice, police, approvisionnement, opérations du front).

Une telle situation pouvait être poussée par une direction révolutionnaire jusqu'à la possession complète du pouvoir par les ouvriers, c'est-à-dire la rupture définitive de l'Etat bourgeois et la substitution du pouvoir sans partage des Comités ouvriers, paysans, soldats, et du Comité des Comités (ou soviets), avec un appareil administratif militaire, policier, entièrement nouveau.

(à suivre).

Léon TROTSKY

La Bureaucratie Totalitaire et l'Art

La Révolution d'octobre avait donné une magnifique impulsion à l'art dans tous les domaines. Au contraire, la réaction bureaucratique a étranglé la production artistique avec sa main totalitaire ! Rien d'étonnant à cela ! L'art courtois lui-même de la monarchie absolue était basé sur l'idéalisation et non sur la falsification.

Cependant, le phénomène ne se limite pas aux frontières de l'U.R.S.S. A la recherche d'une nouvelle orientation, l'« intelligentsia » quasi-révolutionnaire de l'Occident, sous l'apparence d'une tardive reconnaissance de la Révolution d'octobre est tombée à genoux devant la bureaucratie soviétique. Bien entendu, les artistes qui ont du caractère et du talent sont restés éloignés. A plus forte raison ont surgi au premier plan les déçus, arrivistes et gens sans talent de toute espèce. Malgré sa grande amplitude, tout ce mouvement militarisé n'a engendré à cette heure aucune production qui soit capable de survivre à son auteur ou à ses inspirateurs du Kremlin.

Pourtant, la captivité de Babylone de l'art révolutionnaire ne peut durer et ne durera pas éternellement. L'éroulement ignominieux de la politique lâche et réactionnaire des « fronts populaires » en Espagne et en France, d'une part, les faux judiciaires de Moscou de l'autre, marquent l'avènement d'un grand changement de direction, non seulement dans le domaine de la politique, mais aussi dans celui de l'idéologie révolutionnaire. Seule une nouvelle montée du mouvement émancipateur de l'humanité est capable d'enrichir l'art avec de nouvelles possibilités.

Le parti révolutionnaire ne peut assurément pas se fixer la tâche de « diriger » l'art. Semblable prétention ne peut venir qu'à l'esprit de gens enivrés de l'omnipotence de la bureaucratie de Moscou. L'art, comme la science, non seulement ne demande pas d'ordres, mais, de par leur essence même, ne les tolèrent pas. La création artistique a ses lois propres, y compris lorsqu'elle sert consciemment un mouvement social. L'art révolutionnaire, de même que toute activité véritablement créatrice, est incompatible avec le mensonge, la fausseté, et l'esprit d'adaptation. Les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens trouveront par eux-mêmes leurs voies et leurs méthodes, si le mouvement émancipateur des classes et des peuples opprimés dissipent les nuages du scepticisme et du pessimisme qui obscurcissent actuellement l'horizon de l'humanité.

La première condition d'une telle renaissance et d'une telle ascension est le renversement de la tutelle asphyxiante de la bureaucratie du Kremlin.

Léon TROTSKY.
Coyoacan D. F., 10 juin 1938.

Le parti révolutionnaire ne peut assurément pas se fixer la tâche de « diriger » l'art. Semblable prétention ne peut venir qu'à l'esprit de gens enivrés de l'omnipotence de la bureaucratie de Moscou. L'art, comme la science, non seulement ne demande pas d'ordres, mais, de par leur essence même, ne les tolèrent pas. La création artistique a ses lois propres, y compris lorsqu'elle sert consciemment un mouvement social. L'art révolutionnaire, de même que toute activité véritablement créatrice, est incompatible avec le mensonge, la fausseté, et l'esprit d'adaptation. Les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens trouveront par eux-mêmes leurs voies et leurs méthodes, si le mouvement émancipateur des classes et des peuples opprimés dissipent les nuages du scepticisme et du pessimisme qui obscurcissent actuellement l'horizon de l'humanité.

La première condition d'une telle renaissance et d'une telle ascension est le renversement de la tutelle asphyxiante de la bureaucratie du Kremlin.

Léon TROTSKY.
Coyoacan D. F., 10 juin 1938.

Le parti révolutionnaire ne peut assurément pas se fixer la tâche de « diriger » l'art. Semblable prétention ne peut venir qu'à l'esprit de gens enivrés de l'omnipotence de la bureaucratie de Moscou. L'art, comme la science, non seulement ne demande pas d'ordres, mais, de par leur essence même, ne les tolèrent pas. La création artistique a ses lois propres, y compris lorsqu'elle sert consciemment un mouvement social. L'art révolutionnaire, de même que toute activité véritablement créatrice, est incompatible avec le mensonge, la fausseté, et l'esprit d'adaptation. Les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens trouveront par eux-mêmes leurs voies et leurs méthodes, si le mouvement émancipateur des classes et des peuples opprimés dissipent les nuages du scepticisme et du pessimisme qui obscurcissent actuellement l'horizon de l'humanité.

La première condition d'une telle renaissance et d'une telle ascension est le renversement de la tutelle asphyxiante de la bureaucratie du Kremlin.

Léon TROTSKY.
Coyoacan D. F., 10 juin 1938.

Le parti révolutionnaire ne peut assurément pas se fixer la tâche de « diriger » l'art. Semblable prétention ne peut venir qu'à l'esprit de gens enivrés de l'omnipotence de la bureaucratie de Moscou. L'art, comme la science, non seulement ne demande pas d'ordres, mais, de par leur essence même, ne les tolèrent pas. La création artistique a ses lois propres, y compris lorsqu'elle sert consciemment un mouvement social. L'art révolutionnaire, de même que toute activité véritablement créatrice, est incompatible avec le mensonge, la fausseté, et l'esprit d'adaptation. Les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens trouveront par eux-mêmes leurs voies et leurs méthodes, si le mouvement émancipateur des classes et des peuples opprimés dissipent les nuages du scepticisme et du pessimisme qui obscurcissent actuellement l'horizon de l'humanité.

La première condition d'une telle renaissance et d'une telle ascension est le renversement de la tutelle asphyxiante de la bureaucratie du Kremlin.

Conférence de Bruxelles des délégués stalinien de novembre 1936 ? Parce que le P.O.I. lutte à l'avant-garde des exploités contre la réaction, le fascisme, le capitalisme, contre l'union sacrée et la guerre. Il faut renforcer la lutte du P.O.I. par nos adhésions et par votre soutien matériel et moral.

EN U. R. S. S.

Les Conseils suprêmes de l'U.R.S.S. et l'opposition

Les Conseils suprêmes venant d'être élus des républiques confédérées de l'URSS tiennent en ce moment, l'un après l'autre, leurs premières sessions. Comme l'année dernière au Conseil suprême de l'URSS, l'essentiel des « débats » est constitué par des diatribes à l'adresse de la « glorieuse patrie » et de son « guide aimé ». En dehors de cela, les conseils ont à adopter pour la forme quelques modifications aux constitutions républicaines et à élire des nouveaux conseils de commissaires du peuple des diverses républiques (ce qui donnera un nouveau prétexte légal d'« épurer » en douce encore quelques hauts fonctionnaires).

Puis, les sessions terminées, les députés seront renvoyés à leur train-train quotidien et peut-être un jour s'en trouvera-t-il encore un pour demander publiquement, comme le fit un de ses confrères, il y a deux ou trois mois, à quoi servent exactement les députés du peuple soviétique...

Il serait fastidieux de s'étendre encore sur le rôle réel des « conseils les plus démocratiques du monde » dont le seul objectif est de montrer l'« unité du peuple derrière le bloc stalinien des communistes et des sans parti ». Il n'y a pas grand-chose non plus à dire sur les « élections » mêmes de candidats uniques. Mais enregistrons que cette fois encore, il s'est trouvé en URSS plusieurs centaines de milliers d'hommes qui ont voté contre le gouvernement de Staline.

Plusieurs centaines de milliers... En face du chiffre grandiose des oui, cela

semble négligeable. Ce sont peut-être les débris de la bourgeoisie russe qui torment la masse des opposants ? Si en était ainsi, pourquoi la terre sans précédent déchaînée depuis deux ans contre la « génération d'octobre » en tant que classe (pourrait-on dire en paraphrasant le mot d'ordre sur les « koulaks en tant que classe »), contre les hommes que la révolution d'octobre dans ses premières années avait placés aux postes de commande ou aux postes de meilleur artisans à la base ? Pourquoi, aux diverses conférences régionales ou républicaines du parti le pourcentage des délégués ayant un stage antérieur à 1924 ne s'est jamais élevé à plus de 6 à 7 pour cent ?

Pourquoi la répétition constante du slogan : « Place aux cadres jeunes » ? Ce ne sont pas les débris de la bourgeoisie qui sont dangereux pour le stalinisme !

N'est-il pas remarquable que parmi les très rares fonctionnaires des Affaires Etrangères qui ont échappé à l'écatombe on trouve au premier plan Potemkine et Maïski, ennemis des Soviets pendant la guerre civile ? N'est-il pas surprenant que l'on ait laissé retourner à Paris Ehrenbourg qui chantait en 1920 la « Sainte Russie » ? Et Yehinski n'est-il pas le bras droit de Jéjov ?

Non, ce ne sont pas les ennemis d'octobre qui ont voté contre le « bloc stalinien » ! Ce sont les hommes pour qui le bolchevisme ne peut s'identifier aux « ex-cathedra » de Staline. Ce sont les meilleurs des 50 pour cent de la population de l'URSS, près des 50 autres pour cent étant constitués par des jeunes hommes nés après octobre, ce qui explique leur dévouement au régime stalinien et par là leur esprit carriériste, cet esprit qui se répand de plus en plus parmi la jeunesse soviétique.

Mais dans cette jeunesse aussi des hommes ont commencé à comprendre, l'épuration du Komsomol en fait foi.

Les centaines de milliers d'hommes qui ont voté « non » sont donc ceux qui, dans la vulerie cultivée par les ben-i-oui-oui de Staline, ont gardé l'attachement à l'idéal révolutionnaire. Ce sont les hommes qui n'ont pas plié. Et alors leur chiffre apparaît comme autrement important que celui des dizaines de millions de « oui ».

Ce sont eux qui formeront l'avant-garde qui ramènera l'URSS à ses destinées révolutionnaires.

CAMARADES,

Vous avez 2 mois pour organiser votre soutien à la "LUTTE" :

Phalanges et Abonnements

salut. Des généraux républicains bourgeois traités ont été homogés sans bruit et remplacés par d'autres républicains bourgeois. Le gouvernement se présente comme un gouvernement d'union sacrée qui « veut faire la guerre » jusqu'au bout.

Et à nouveau l'héroïsme des masses travailleuses de Valence, de Barcelone, de Madrid qui se sont remobilisées dans un sursaut magnifique autour de la capitale d'Espagne menacée, semble avoir enravé provisoirement l'avance des fascistes. Mais pour combien de temps et à quel prix ? Dans sa substance, le gouvernement Largo Caballero n'apporte rien de plus que les précédents : il entend rester un gouvernement républicain d'union sacrée. Tandis que les masses tournent la dos à la République bourgeoise et le manifestent par des mesures énergiques contre la bourgeoisie. Il s'affirme comme un gouvernement d'unité nationale, mais ne commande guère qu'à la capitale. Car il faut ici insister, après cette analyse générale, sur une particularité de la situation. Il n'y a pas un gouvernement (mais au moins trois gouvernements, sans compter les villes ces conditions qu'ont pu être obtenus si s'administrent dans l'autonomie, et le gouvernement de Burgos des fascistes.

Les trois gouvernements de l'Espagne

Les forces politiques, militaires, économiques du pays se trouvent en fait distribuées selon trois pôles : Madrid, Valence, Barcelone.

MADRID

Ce qui caractérise le gouvernement

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

de Madrid, c'est qu'il exerce grâce à l'appui inconditionné des stalinien, des socialistes, de l'U. G. T., non seulement le pouvoir officiel, mais en grande partie le pouvoir réel dans les limites de la capitale : Les mesures révolutionnaires prises par les ouvriers (réquisition des usines et des services publics) ont été immédiatement placées par les chefs stalinien et socialistes sous le contrôle du gouvernement bourgeois ; les milices à Madrid n'ont toujours été qu'une dépendance du Ministère de la Guerre, sous le commandement des généraux bourgeois. La banque d'Espagne est restée entre les mains du gouvernement bourgeois. Les mesures d'étatisation et de réquisition des usines et des services publics qui sanctionnaient par force l'action révolutionnaire des masses, ont été revêtues d'un caractère de mesures de guerre, nullement socialiste et placées sous le sceau du gouvernement bourgeois. La situation est celle d'un régime, où l'appareil d'Etat bourgeois canalise, entrave, paralyse, s'efforce d'enserrer dans les cadres de la république bourgeoise, les initiatives des ouvriers pour créer le pouvoir prolétarien. Le gouvernement Largo Caballero ne modifie en rien un tel état de chose, mais le renforce de l'appui officiel du P. S. et du P. C.

Gérard Rosenthal, de déposer cette plainte. Veuillez agréer, Monsieur le Procureur, l'assurance de notre considération.

Pour le Parti Ouvrier Internationaliste, 15, passage Dubail (54, boulevard Magenta), Paris-10^e,
Le secrétaire.

Bien qu'elle ait signé son coup d'une manière qui creve les yeux, la Guépéou veut nous faire croire par sa lettre à une conversion de Rudolf Klément aux thèses du Procès de Moscou.

Mais c'est précisément par là même que les assassins et les faussaires du super-gangstérisme stalinien s'entendent davantage.

Ils ne feront jamais croire au plus naïf des militants communistes qu'un homme qui a été dans la confiance de Trotsky (ainsi qu'il est proclamé particulièrement dans la lettre) pendant des années, le plus souvent par lettre à des centaines de kilomètres, ne puisse au moment de la rupture, se manifester que par :

1) La fuite dans un autre pays alors qu'il serait protégé par un puissant appareil et qu'il sait que la IV^e Internationale ne peut rivaliser même de très loin sur ce terrain.

2) L'absence complète de tout fait, révélation, date, précision, document (même fabriqué). La Guépéou achève ces fois-ci les procès de Moscou, d'un coup encore plus mortel, que la Commission John Dewey elle-même (de New-York). La police de Staline dit à la face du monde : voici l'ancien secrétaire de Trotsky qui a été spécialement dans sa confiance et qui après des années n'apporte rien ! Ou alors nous provoquons la contradiction politique, l'examen des faits par une Commission d'Enquête impartiale. Pour aujourd'hui, les faits, c'est le néant. C'est l'échec cuisant de ce nouveau complot contre Trotsky et la IV^e Internationale. Mais le fait le plus tragique, le seul que nous devons retenir, c'est la disparition de Rudolf Klément, c'est son enlèvement par le Guépéou, via Perpignan, probablement pour le procès contre le POUM et la IV^e Internationale, à Barcelone.

Il n'y a pas une minute à perdre. Il faut : 1) constituer un comité d'enquête, qui examinera tous les faits et assurera les publications nécessaires, selon la marche de l'enquête. Des représentants des organisations ouvrières, seront saisis de nos propositions par lettre, à ce sujet ;

2) mener l'agitation publique contre le coup des gangsters du Guépéou. Et sur ce point, il faut immédiatement souder le front unique du P.S.O.P., du P.O.I., des anar, de la C.G.T., du P.S., des intellectuels antifascistes, de tous ceux qui dans le camp ouvrier et dé-

s'est poursuivie sous la direction politique et militaire des responsables de la catastrophe, les républicains bourgeois et leurs soutiens de la II^e et de la III^e Internationale, et leurs satellites du Bureau de Londres, en un mot, du personnel du « Front Populaire », auxquels se sont associés directement les anarchistes.

A peine avait-ils vaincu dans des villes importantes, les armées fascistes, et s'étaient-ils pour consolider leur victoire appropriés les instruments de production capitaliste, les ouvriers entendaient expliquer par leurs dirigeants officiels qu'il s'agit uniquement de défendre la démocratie bourgeoise et la propriété.

Mieux : en pleine guerre civile, le dirigeant principal du Parti socialiste Prieto, véritable chef du gouvernement Giral, et l'homme des stalinien et de Moscou, a exprimé l'idée d'une trêve et d'une conciliation possible dans le cadre de l'Union Nationale.

Ainsi, en pleine lutte, les chefs bourgeois et réformistes et stalinien de la résistance et de la contre-offensive, éfrayés de la révolution montante, ont tenté de signer un compromis criminel dans le dos des ouvriers et voyaient leurs propositions repoussées du pied par les généraux fascistes, Mola, Franco, Cabanellas. Tandis que la Gauche socialiste (Caballero) cautionnait ses opérations de son silence complice et que les dirigeants du P.O.U.M. faisaient des phrases générales sur la nécessité de ne pas reculer d'un pas, dont nous verrons la conséquence pratique. La conséquence de cette politique était inévitable sur le terrain militaire : l'attente passive de la trêve s'est traduite par le sabotage complet des opérations militaires par les « généraux républicains » (Riquelme et Cie), sous des prétextes humanitaires (Alcazar, Saragosse, front de Madrid). Les miliciens qui en certains points du front (Huesca, Sigüenza) avaient conquis des positions et s'étaient vus contraints de les abandonner, « pour des raisons stratégiques », avaient le sentiment très vif de la trahison. A cette trahison s'ajoutèrent celles de l'U.R.S.S. et du gouvernement Blum, qui sous prétexte de neutralité, ont brutalement arrêté les transports de munitions, achetées pour le compte des milices. Ainsi, au fond, dirigeants de la II^e et de la III^e Internationale par-dessus les frontières se donnaient la main, malgré les proclamations « générales » de solidarité. C'est dans ces conditions qu'ont pu être obtenus les premiers succès importants des rebelles, et que la pression des événements a déterminé Azana à faire appel au « gauche » Largo Caballero, qui se taisait depuis le début de l'insurrection, comme la carte suprême de

L'anniversaire du 19 Juillet 1936

LA DEFAITE ESPAGNOLE ET SES CAUSES

Pour célébrer l'anniversaire du 19 juillet 1936, date de la contre-insurrection ouvrière, comme riposte à l'insurrection fasciste, nous donnons un article du service de presse du Secrétariat pour la IV^e, édité en septembre 1936 et daté d'août 1936. Un verra que du point de vue politique, seule la IV^e Internationale, qui interprète la vraie volonté des ouvriers révolutionnaires de la C.N.T., du P.O.U.M., peut se réclamer dignement du 19 juillet.

La situation espagnole et les tâches de la IV^e Internationale vue en Septembre 1936

(Un rapport du délégué de la IV^e Internationale en Espagne).

Situation générale

En se lançant dans la rue avec une extraordinaire décision au-devant de l'armée fasciste insurgée, en s'emparant par des moyens de fortune d'une partie des armes de « l'armée régulière », en les retournant contre l'ennemi, les ouvriers héroïques d'Espagne, trahis par leur gouvernement de Front Populaire et ses soutiens de la II^e et de la III^e Internationale, dont le régime parlementaire avait couvé l'insurrection fasciste, ont en quelques jours, brisé le soulèvement militaire fasciste à Madrid, à Valence, à Barcelone, principalement.

En quelques jours, les ouvriers catalans, madrilènes, valenciens se sont emparés des grandes entreprises et ont exproprié les patrons réactionnaires ou fascistes ; les paysans ont constitué leurs comités de village, se sont emparés des usines (plus de la moitié de l'Espagne) et la quasi-totalité du corps militaire étant passé du côté des fascistes, le peuple travailleur s'est enrôlé dans les milices des organisations ouvrières et « républicaines » avec comme objectif de poursuivre la guerre civile dans les régions (plus de la moitié de l'Espagne) dominées par les fascistes, jusqu'à l'extermination complète de l'ennemi.

Malheureusement, aux victoires foudroyantes des premiers jours en Catalogne, à Madrid, à Valence, dans quelques villes du Sud et du Nord, a succédé la stagnation sur le front d'Aragon, puis certaines défaites partielles des importantes (Bidassoa, Irun, Saint-Sébastien, resserrant le cercle de Madrid). Pourquoi ? Parce que la transformation par le peuple armé du soulèvement fasciste en révolution prolétarienne, la poursuite de la guerre civile pour l'extermination de l'ennemi,

LA POLITIQUE SYNDICALE

La grève des techniciens et le lock-out des ouvriers de la métallurgie à Marseille

Pour vaincre, il faut appeler toute la classe ouvrière à la lutte !

Après 15 jours de grève des techniciens solidaires de Papazian, secrétaire de leur syndicat, licencié à la Société Provençale de Construction Navale où il était à la fois dessinateur et délégué du personnel ; après une période équivalente de lock-out pour les ouvriers métallurgistes de notre ville, qui s'étaient unanimement dressés contre le renvoi de Papazian, le sur-arbitre Chaillé, vient de rendre sa sentence. Elle est hypocrite et tout à l'avantage du patronat. Elle sanctionne le licenciement de Papazian qui, durant 2 ans devra cesser son emploi, période à l'issue de laquelle il aura possibilité de solliciter sa réadmission dans l'établissement qui vient de le liquider !!! Cette sentence se ressent du fait qu'en dépit de la volonté marquée de lutte, des métallos et des techniciens magnifiquement animés par Tissot, délégué de la Fédération des techniciens, les directions de l'Union départementale (stalinienne) et de l'Union Locale (réformiste, tendance Amis de « Syndicats ») ont tout fait pour empêcher l'extension du conflit en une grève générale de solidarité à Marseille. Pleins de dépit devant le succès grandissant de Tissot, et affolés par le discrédit qui les atteint, ils ne savent plus que faire pour canaliser et réduire un mouvement dont la direction leur échappe visiblement.

A la réserve de Papazian, la sentence prévoyait que nul ne devait être trappé pour fait de grève, et la reprise du travail était envisagée pour le lundi 18 courant.

Or, trois des plus grandes boîtes métallurgiques de Marseille : les forges et chantiers (gros actionnaire : Fernand Bouisson), Coder et les Acieries du Nord, ont refusé d'ouvrir leurs portes, laissant entendre qu'elles se moquaient de toute sentence et spéculant sur le reste, sur le caractère équivoque, en plusieurs endroits, de celle-ci.

Exaspérés, des milliers d'ouvriers se sont alors rendus à la Préfecture devant laquelle ils se sont couchés en signe de protestation.

Hier soir lundi, un grand meeting a eu lieu à la salle Ferrer. L'indignation des milliers de travailleurs présents était à son comble. Tissot préconisait l'action directe et dénonçait la trahison des responsables syndicaux en même temps que la carence criminelle du gouvernement, a été l'objet d'une longue ovation.

Naturellement, le mouvement continue et seule une grève générale peut lui donner à présent une issue favorable, le déclenchement violent de l'attaque patronale nécessitant, de la part des travailleurs, la plus énergique des ripostes.

FRANÇOIS.

DANS LE BATIMENT

Pour réaliser le Syndicat d'industrie

Notre période qui est celle de la préparation fébrile de la guerre amplifie l'activité de l'industrie métallurgique au dépens des autres industries, surtout celle du Bâtiment. Le capital financier consacre toutes les ressources économiques du pays au réarmement et parallèlement il tend à décourager de toute idée de grands travaux. Ainsi, la promesse de ces grands travaux avait depuis deux ans comme objectif d'éviter de grands conflits dans le Bâtiment, qui, inévitablement, doivent se produire comme celui de nos camarades de l'Isère, qui groupe présentement dix mille corporants. Et comme dans l'économie générale les ouvriers de cette industrie ont diminué leurs exigences, leurs éléments d'action se sont réduits d'autant et par là leurs forces organisationnelles ont diminué fortement sur la base de l'entreprise et du chantier. Au surplus, la politique conciliatrice des dirigeants stalinien nécessitant pour eux des formes d'organisation fortement centralisées, ils procédaient à une centralisation artificielle de la Région Parisienne qui s'est avérée une méthode réactionnaire puisqu'elle a fait renaitre l'esprit corporatif.

Pour lutter contre ce nouveau danger, il faudrait à mon avis rechercher quels sont les moyens organisationnels les plus souples qui doivent harmoniser les rapports des différentes corporations et par cela affaiblir progressivement cet esprit corporatif. Dans ce domaine comme dans tous les autres il faut faire la critique des erreurs commises pour éviter de les renouveler. En l'occurrence, citons le cas de la Seine-et-Oise : Dans ce département, il existait des syndicats locaux qui, au moment des conflits de juin 36 se sont avérés insuffisants. Bureaucratiquement, la région fédérale a dissous ces petites organisations et les a rattachées

aux gros syndicats parisiens, elle a bien parlé de la nécessité de formation de cartels intercorporatifs, mais ils n'ont jamais vu le jour. Par la suite, la mesure bureaucratique fut condamnée par la vie comme étant une mesure réactionnaire, puisque les syndicats locaux se sont reconstitués en Seine-et-Oise.

Cette expérience a l'avantage de démontrer l'incapacité notoire de la direction stalinienne-conciliatrice, qui aurait dû rechercher les moyens organisationnels les plus souples qui devaient harmoniser les rapports des différentes corporations, c'est-à-dire les cartels intercorporatifs qui, n'ayant pas la rigidité des autres formes organisationnelles peuvent et doivent être une première étape vers le syndicat d'industrie.

Comme suite à toute cette fausse politique, les vieilles formes d'organisation absolument primaires redevenant en vedette. Certains camarades qui sentent les conséquences catastrophiques qu'ont les mesures bureaucratiques sur le mouvement ouvrier, croient pouvoir se préserver de tous les maux, en se réfugiant dans le havre de grâce qu'est le statu-quo (*Les Chambres Syndicales*).

Non, le mouvement ouvrier marche et il ne peut nous être permis de rester sur place. Si nous n'apportons pas et ne luttons pas pour ces méthodes progressives, nous laisserons la voie libre à l'initiative des bureaucrates, qui eux apparaîtront comme progressistes si nous ne leur opposons pas justement ce qui est progressif.

La concentration des ouvriers sur le lieu du travail existant pour nos camarades du gros-œuvre, les rapports de ces différentes corporations sont naturellement plus harmonieux et par cela l'esprit corporatif va heureusement s'affaiblissant. La concentration étant plus réduite et souvent nulle pour nos camarades du second-œuvre, ce processus est chez eux peu accentué, on peut même dire que l'esprit corporatif y trouve de grands-moyens de survie. Par conséquent le resserrement artificiel prévu par la fédération fera moins de dégâts dans le gros-œuvre que dans le second-œuvre. Et on peut être sûr de ce qui va advenir de ce dernier syndicat centralisé où l'on aura aggloméré artificiellement et avec une inconscience déconcertante, tout un tas de traditions et de coutumes corporatives, sans avoir au préalable essayé de leur créer des rapports quelque peu harmonisés.

Les managements en ce qui concerne la réalisation et le développement des cartels intercorporatifs en Seine-et-Oise ont réintroduit des formes organisationnelles réactionnaires et néfastes à l'intérêt des ouvriers on le voit lors des règlements des conflits en juin 36). Les managements en ce qui concerne les cartels intercorporatifs dans la Seine amèneront aussi une grande confusion surtout dans le second-œuvre.

Les ouvriers révolutionnaires doivent savoir se délimiter des méthodes stalinistes-artificielles et des méthodes conservatrices-périmées et adopter avec audace des méthodes progressistes. Pour eux, c'est seulement si on réalise d'abord la première étape (*cartels intercorporatifs*) et que cette étape entièrement accomplie ait amélioré sérieusement les rapports intercorporatifs, qu'on aura seulement le droit de franchir la deuxième étape (*le syndicat d'industrie*).

TAILLANTOU.

MANTES

Réponse au Citoyen Veylet

Le citoyen Veylet a commencé en première page de « L'Aube Socialiste » staliniste une campagne d'injures contre notre Parti et contre la Lutte Ouvrière.

« Les trotskystes sont des vipères lubriques à la solde du fascisme international. La preuve c'est que... Trotsky sous-estimait le rôle de la paysannerie en 1903-1905 ». Il n'en faut pas plus pour prouver que « Trotsky n'a jamais été ni marxiste ni léniniste ». Qu'importe si, justement pendant la révolution de 1905, Trotsky a été le président du premier soviet d'ouvriers soldats et paysans à Saint-Petersbourg ? Qu'importe si Staline lui-même reconnaît en 1923 qu'il a été avec Lénine, le principal artisan de la révolution d'octobre 1917 ?

Bien entendu, Veylet ne cite pas une ligne des écrits de Trotsky « contre les paysans ». Et pour cause. Trotsky, dans son livre « 1905 », publié par les éditions d'Etat en Russie, au temps de Lénine, expliquait au contraire la nécessité absolue de l'alliance des ouvriers et des paysans. Il expliquait aussi qu'il appartenait à la classe ouvrière d'entraîner les paysans dans la Révolution. Aujourd'hui par exemple, les paysans comprennent que les ouvriers sont avec eux s'ils luttent efficacement pour l'application des lois sociales à la campagne, pour la révision des baux, pour l'annulation des dettes paysannes et des hypothèques, pour l'expropriation des gros propriétaires au profit des paysans travailleurs, etc... Mais on ne peut agir ainsi sans une lutte sans merci contre les gros propriétaires, les banquiers, la bourgeoisie et tous ses partis — y compris le parti Radical. L'alliance avec Daladier et les politiciens radicaux n'est nullement l'alliance avec les paysans. Elle empêche au contraire l'alliance des ouvriers et des paysans pour leur salut commun, la révolution sociale.

Et c'est de cela que Veylet aurait dû parler nettement : des divergences essentielles entre son parti et le nôtre. Pourquoi Veylet ne parle-t-il pas du vote des crédits de guerre par les communistes, de l'Union Sacrée à la Chambre avec les réactionnaires et les fascistes, de la main tendue aux curés et de la prose du Cardinal Verdier dans l'Humanité, de l'acceptation par le P. C., au Parlement, de la mise dans l'illégalité des occupations d'usines et de l'arbitrage obligatoire, de l'acceptation 45 heures par les chefs syndicalistes « communistes », etc... ?

De cela pas un mot. Il est plus facile de nous insulter sans arguments, de nous traiter d'espion fascistes, d'ouvriers et tout, et tout. Comme les arguments ne prennent pas, Veylet s'efforce de provoquer les violences physiques. Nous ne tomberons pas dans la provocation.

Semer la haine et la violence entre travailleurs antifascistes, dans le même temps où ils appellent à la « réconciliation nationale » avec les pires adversaires de la classe ouvrière, affirmer des mensonges que l'on connaît comme tels (Veylet disait récemment son scepticisme sur les procès de Moscou) ne sont pas au « courant » du communisme ; c'est la syphilis du mouvement ouvrier.

I. C.



Quelques faits et chiffres sur le Proletariat paysan

L'exploitation dans un coin de Normandie

Avec l'appui du gouvernement Daladier, les patrons, dans l'industrie et le commerce, mènent actuellement une offensive d'envergure contre les conquêtes de juin 1936 ; le retour aux 45 heures, dans certaines branches de l'activité économique leur donne satisfaction sur un des objectifs principaux qu'ils visent.

Cette offensive du patronat s'étend, gagne les campagnes où, dans certaines régions, les ouvriers sont exploités d'une façon scandaleuse.

Des camarades ont pu recueillir des informations à ce sujet, en ce qui concerne l'Eure et spécialement la région de Gadencourt (canton de Pacy-sur-Eure).

Dans ce coin, voici les salaires respectifs des ouvriers agricoles utilisés : Charretier : 300 francs par mois, pour des journées de travail de 4 h. du matin à 8 heures du soir ; Vacher : 250 fr. par mois, pour des journées de même durée.

Hommes toutes mains : entre 200 et 250 fr. par mois pour des journées de travail de 5 heures du matin à 8 h. du soir.

Les bonnes commencent à 5 heures du matin et finissent à 11 heures du soir ; elles gagnent 125 fr. par mois.

(Les gros patrons, eux, commencent leurs journées à 10 h. 30 du matin... dans les bistros du pays.)

La nourriture s'ajoute à ce gain et les ouvriers agricoles, pour trois repas, ont deux heures d'arrêt.

Les patrons, qui vendent leur blé 200 francs maximum le quintal et le litre de lait 1 fr. 40, font travailler dimanches et jours de fêtes pour ces salaires de famine qui sont encore les plus élevés. En effet, dans bien des fermes, les tarifs sont inférieurs à ceux ci-dessus indiqués.

A Gadencourt, qui compte environ 250 ouvriers agricoles, il n'y a pas de syndicats.

Le Maire du pays, un certain Leblanc, fasciste 100 %, mène la bataille contre les ouvriers qui veulent s'organiser et font preuve d'une attitude combative. Il ne craint pas de les accuser de vols qui peuvent se produire dans la contrée et organise un chantage en règle pour les discréditer auprès des autres paysans.

Les patrons emploient des mesures d'intimidation et menacent les ouvriers de renvoi, dès qu'un mouvement de protestation se dessine.

L'ouvrier renvoyé devra accepter de travailler pour un salaire encore plus bas chez un patron voisin qui, au contraire de la situation, l'exploitera plus fermement encore.

Les propriétaires font, en outre, des difficultés pour payer aux ouvriers les

assurances sociales et les allocations familiales qui leur sont dues (les allocations familiales sont proportionnelles au nombre d'hectares cultivés).

C'est ainsi qu'un ouvrier avec qui nous avons parlé, après avoir changé de catégorie d'emploi, s'est vu purgé et simplement supprimer les allocations familiales qu'il touchait antérieurement pour ses trois enfants.

A Mery, un village voisin, les cultivateurs n'emploient que des Polonais qu'ils font venir pour 250 fr. par mois ; ces Polonais, liés par des contrats, travaillant comme des bêtes de somme de 6 heures du matin à 6 heures du soir, surveillés et mouchardés par les fascistes, n'ont qu'un désir, celui de regagner au plus vite leur pays, car les contrats signés à l'embauche, en Pologne, sont des chiffons de papiers.

A la suite d'un vol commis dans la région, on a arrêté un de ces Polonais ; celui-ci, martyrisé par les fascistes s'est évadé et a d'ailleurs été repris, malgré son innocence. Les ouvriers étrangers, accusés d'être complices, sont brimés par les patrons et travaillent dans des conditions déplorables.

Tous les rouages de cet appareil de répression se centralisent à Lisieux où les patrons, groupés dans les syndicats tiennent leurs réunions, et dans les municipalités fascistes avoisinantes, Dorgères et ses acolytes organisent la propagande.

De son côté Doriot mène une campagne en faveur du retour à la terre et insiste sur l'insuffisance de la main d'œuvre. Ce chien de garde du capitalisme prouve par là la liaison étroite entre le capitalisme des campagnes et celui de l'industrie.

Ces faits, que nous avons recueillis sur place et qui, malheureusement, ne sont pas isolés, montrent la grande misère des ouvriers agricoles, à l'heure actuelle.

Les travailleurs des champs doivent comprendre la nécessité urgente de s'organiser pour lutter contre les propriétaires qui les exploitent et font d'eux les esclaves d'une terre qu'ils ne possèdent pas.

Aux Doriot, Dorgères et autres chiens de police du capital, ils opposeront les Comités de villages, se souderont étroitement aux ouvriers de l'industrie, des transports (cheminots), lutteront sans cesse pour l'amélioration de leur niveau de vie, l'amélioration des conditions matérielles de l'ouvrier agricole, l'expropriation des grands propriétaires où le patron ne travaille pas de ses propres mains ; enfin, ils défendront les travailleurs immigrés, misérables esclaves dont la défense leur appartient, face aux fascistes assassins et à l'Etat capitaliste, ennemi commun du prolétariat.

même sous le poids de l'Etat dont il prétend se servir.

C'est dire que votre organisation, en sa forme partisane, attachée aux jugements d'un homme (donc faillible), Léon Trotsky, comporte en elle-même, des germes de décomposition révolutionnaire.

Je crois la méthode syndicaliste supérieure à la politique de parti. Votre action positive s'exerce surtout dans le domaine syndical. Je voudrais qu'elle ait pour effet de rendre au syndicalisme son indépendance, c'est-à-dire sa puissance révolutionnaire.

Votre mot d'ordre des « milices ouvrières » appartient à un passé, il ne tient pas compte de l'énorme puissance de répression. Il n'a de signification que dans l'action directe de la classe ouvrière organisée sur le plan du travail.

Nous devons, non pas revenir, mais nous établir plus solidement dans le syndicat, mouvement réel de la classe ouvrière, « en marche vers son affranchissement ». En résumé, le syndicalisme, instrument de revendication quotidienne et de défense ouvrière, avec les perspectives d'une transformation plus profonde, repoussant a priori tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif.

Il faut pour cela que la classe ouvrière reprenne conscience de sa force et échappe à l'odieuse « jacobinisme ». Nous nous retrouvons sur un même front révolutionnaire ; mais il n'est pas inutile de voir l'avenir...

Fraternement vôtre.

L. C.

Nous remercions fraternellement le camarade C... pour son aide fraternelle apportée sous un nom qui est cher à toute la classe ouvrière et en particulier aux révolutionnaires, celui de l'héroïque victime de Clichy, Solange Demangel.

C... nous exprime en même temps ses divergences politiques.

Non, camarade, notre organisation n'est pas attachée aux jugements d'un homme, celui de Léon Trotsky. Notre organisation est attachée à un programme établi sur la base de l'expérience positive et négative de tout le mouvement ouvrier.

Y compris, chers camarades, de l'expérience du syndicalisme qui a fait ses preuves les plus récentes en Espagne.

Un syndicat ne suffit pas pour prendre le pouvoir, pour mener les masses au combat. Il faut un parti politique, même pour orienter le syndicat vers la révolution. C'est la dépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis de trahison qui lui enlève sa puissance révolutionnaire et non sa dépendance à l'égard d'un parti en général !

En dépit de ces divergences, camarade C., merci pour ton geste fraternel !

Vive le Front révolutionnaire !

En souvenir de Solange Demangel

Une lettre et une réponse

Nous publions ci-après l'intéressante lettre du camarade L. C. :

Paris, le 11 juillet 1933.

Chers camarades, Pour l'anniversaire de la Lutte, j'ai porté 50 francs au compte postal Kousset.

Je vous adresse cette souscription « en mémoire de Solange Demangel » qui fut votre abonnée. Elle figurera seulement comme telle.

Je reconnais votre courage dans le combat révolutionnaire. Je ne renierai pas mon passé en m'associant aux camarades que vous valez à droite et à gauche vos critiques implacables.

J'ai constaté sans étonnement cette aventure parlementaire, qui me fut pourtant douloureuse. Il est vain de crier à la trahison. Je ne crois pas aux simples influences personnelles. Ici, comme là-bas (en Russie), de semblables déviations étaient inévitables. Je me rend compte que le Parti, simple organe de la politique de classe devient toujours le maître au lieu de rester l'instrument et succombe lui-même.

amène à tirer d'utiles enseignements.

Le plus important consiste à démontrer la combativité des travailleurs des PTT qui ne veulent pas attendre la rentrée du parlement pour organiser la grève générale, dans le but d'améliorer leurs conditions d'existence.

D'autre part, il est maintenant prouvé, d'une façon irréfutable, que la direction stalinienne n'a pas le droit de parler « au nom des 10.000 adhérents de la Région parisienne ».

En dépit des discours de façade prononcés par les Gourdeaux, Fleury et consorts, l'influence du P.C. baisse sérieusement dans l'esprit des camarades postiers, lesquels comprennent que l'action revendicative se situe contre le gouvernement et non pas au sein du parlement, expression même de la bourgeoisie capitaliste.

Pour lutter contre l'Etat-patron, les travailleurs des PTT doivent rejoindre les rangs du POI, le seul parti de la classe ouvrière qui combat pour la victoire révolutionnaire du prolétariat.

Les Postiers dans la lutte !

Lundi 11 juillet, la Fédération Postale convoquait ses cadres de la région parisienne pour examiner la situation créée à la suite du refus de M. Daladier d'accorder une augmentation aux fonctionnaires. Gourdeaux, au nom du secrétaire fédéral, développa une résolution votée par la CE fédérale.

Nous avons accepté, dit-il, le mot d'ordre des 10 pour cent lancé par le Cartel des Services publics et comme lui nous pensons qu'il faut avoir recours aux méthodes employées par les ouvriers de l'industrie privée. Rapidement, Gourdeaux en vient à déclarer qu'au sein du Cartel Central, tous les délégués n'étaient pas d'accord pour une action immédiate et il s'élève contre ceux qui veulent attendre octobre, car se serait, dit-il, se cantonner dans l'inaction. La Fédération postale entend agir vite, même si elle n'est pas suivie par le Cartel. Qu'est-ce que cela signifie ? Que les postiers doivent se mettre en grève au plus tôt.

Etrange revirement de l'attitude du parti communiste, dont Gourdeaux est le porte-parole chez les postiers... Comment expliquer l'attitude de militants de ce même parti, au Métro, par exemple, qui disent : Nous ne ferons un mouvement que si les autres corporations marchent ? Il faut tout d'abord constater que si les discours de Gourdeaux ont très gauchement dans la forme — ce qui lui assurait un auditoire complaisant — il était dans le fond dépourvu de toute analyse objective de la situation et se caractérisait par l'absence totale de mots d'ordres. Il paraît que ceux de : action, action : union, union, suffisent pour armer le militant de base ! En réalité, il s'agit pour le bureau fédéral, de continuer sous une autre forme, en mettant en avant un mouvement que l'on ne prépare pas, la démagogie du PC depuis deux mois. Il s'agit aussi d'empêcher en lançant avant les autres les postiers dans la lutte, tout mouvement d'ensemble des travailleurs de l'Etat qui entraînerait la classe ouvrière tout entière dans la voie révolutionnaire. C'est ainsi que stalinien et réformistes pratiquent une politique de défaite pour réaliser plus rapidement l'Union Sacrée.

Les interventions qui suivirent l'exposé du secrétaire fédéral, montrent qu'un certain nombre de militants se refusent à tomber dans le piège. Les plus durs des réformistes s'élèvent contre les intentions de Gourdeaux, mais pour prêcher quoi ? L'inaction, l'attente.

Quelques délégués intéressèrent l'auditoire

Leguë, au nom des employés du Central Télégraphique, dénonça l'attitude du gouvernement qui n'hésite pas à dépenser 64 millions pour recevoir le roi d'Angleterre, mais refuse le pain nécessaire aux travailleurs. Ce camarade préconise comme préparation de la grève générale, une manifestation à Paris le jour de l'arrivée des souverains anglais. La victoire pour nos traitements et les 40 heures, expliquet-il, sera un échec à la politique de préparation de la guerre impérialiste.

Après que Calvez (ambulants) eût stigmatisé l'attitude équivoque de certains militants du Cartel, la camarade

Fersing, au nom du personnel de l'inter, explique à quelle faillite nous a conduits la pratique de la collaboration des classes. L'arbitrage du parlement en qui les dirigeants du Cartel ont placé leur confiance, a été dirigé contre les travailleurs. On recommence le coup de 1937. Déjà, nos revendications définies à Vichy sont abandonnées par les responsables du sommet. Il n'est plus question du relèvement des traitements de base et de l'échelle mobile des salaires, quant aux 40 heures, ils n'osent plus en parler. Ce n'est pourtant pas sur une revendication de 10 pour cent que les camarades s'engageront dans une lutte sérieuse.

Et là, Fersing comme Gourdeaux de s'expliquer.

Quelle est la grève que vous envisagez ? S'agit-il d'un mouvement limité, à caractère démonstratif ou d'une grève générale de masses ? Le premier serait la défaite à coup sûr, le deuxième, le seul qui puisse faire reculer le gouvernement nécessite une préparation sérieuse. C'est cela que nous devons faire. La Fédération Postale doit poser ce problème devant ses adhérents et tous les travailleurs, dans ce travail de préparation, d'agitation elle doit se placer à l'avant-garde.

Nous obligeons les autres organisations du Cartel à entrer dans une lutte effective et nous entraînerons les camarades de l'industrie privée.

Avec cette camarade, nous pensons qu'en cette période caractérisée par une offensive généralisée de la bourgeoisie, nous devons répondre par une offensive généralisée de la classe ouvrière. Tout mouvement isolé serait un échec. L'expérience de la grève Citroën doit être pour nous un enseignement et nous avons l'impression que le parti communiste cherche à rééditer le même coup.

Le mécontentement, le désir de lutte chez les postiers est certain, l'attitude ultra-gauchiste de Gourdeaux le prouve. Cette volonté doit être extériorisée.

La Fédération postale doit faire aux autres fédérations de la CGT, publiquement des propositions pour un mouvement commun. Les travailleurs verront tout d'abord ceux qui sont capables de les mener à la victoire. Sur la base du relèvement des traitements de base au coût de la vie, de l'échelle mobile des salaires, des 40 heures, à tous, une grève générale doit être préparée par tracts, affiches, presse, meetings et manifestations.

La préparation d'un tel mouvement doit se faire de façon qu'au fur et à mesure du déroulement de la lutte les objectifs s'élargissent jusqu'à l'insurrection armée pour la prise du pouvoir.

Ainsi au mot d'ordre du Congrès des 10 pour cent, lancé par Paul Marcel, nous répondrons par le Congrès des délégués et nous appelons les travailleurs à élire leur comité de bureaux, de chantiers, d'ateliers, etc... pour la direction de la lutte. C'est dans cette voie et seulement dans cette voie, que les travailleurs de l'Etat trouveront la victoire.

ARNAUD.

Meeting du P.S.O.P. dans le XVII^e

Mercredi 6 juillet s'est tenu un meeting organisé par la 17^e section du PSOP dans son local, 12, impasse Compoint. Près de 300 personnes y assistèrent : peu d'ouvriers, ceux-ci étant pour la plupart allés au compte rendu de mandat opportunément organisé par le député stalinien des Epinettes Moquet qui refusa la parole au contradicteur du PSOP, le camarade Weitz.

Les premiers orateurs : Weitz, pour les jeunes, G. Audry, pour les femmes, Louis Vallon, ex-né, s'en tinrent à de monotones généralités où rien ne décelait la trace d'un plan politique. Le dernier, qui n'a rien d'un socialiste, même réformiste, s'en tira par des attaques réactionnaires contre les staliens dont nos amis, présents dans la salle, se délimitèrent énergiquement. Mais malgré l'appel du président, aucun stalinien n'osa demander la parole et ce fut au cours du discours de Weill Curiel qu'un JC prit finalement la parole « en son nom personnel » : attaques contre le P.O.U.M., contre les trotskystes, contre Pivert « qui fit massacrer les ouvriers au Luxembourg », voilà en gros la pauvre tirade du JC qui, à un moment se laissa emporter et dit que son organisation est pour l'unité d'action « même avec les trotskystes » pour aider l'Espagne : JC, mon ami, tu te feras tirer l'oreille par les sous-Moquet du coin !...

Puis, ce fut le tour de notre camarade Clart. Celui-ci regretta d'abord qu'on ait refusé la parole à l'orateur des JSR, Suzanne Lharpy, poursuivie pour antimilitarisme. Puis, revenant à son sujet, il revendiqua hautement la tradition bolcheviste de la révolution d'octobre. Il montra que si en juin 36 la révolution fut ratée, c'est parce qu'il n'existait pas de parti révolutionnaire, les partis stalinien et réformiste s'étant enfoncés dans la trahison du F.P. C'est pour construire ce parti qu'il faut œuvrer à présent et le PSOP doit entrer en contact avec nous pour connaître l'expérience que depuis deux ans nous menons.

Il dit que dans la conférence des JSR deux délégués des JSOP prirent la parole et participèrent à la discussion, montrant que c'est là le seul moyen de clarifier les problèmes politiques qui se posent à l'avant-garde. Il termina par un vibrant appel à l'unité révolutionnaire. Son intervention fut fréquemment applaudie et les communistes présents ne cachaient pas leur surprise d'apprendre que nous sommes pour la défense de l'URSS.

Weill-Curiel reprit son exposé. Il asséna de violents coups de boutoir aux staliens, plus progressifs que ceux — réactionnaires — de Vallon. Quant à nous, il nous demanda amicalement d'attendre le congrès national qui terminera nos relations mutuelles. Mais quelle n'a pas été notre étonnement de l'entendre blâmer chez nous « ce noyautage continu qui caractérise le bolchevisme » et dont il voit une preuve dans la participation de deux JSOP à la conférence des JSR que nous aurions « roulés » et contre qui il laissa entendre que le PSOP prendrait des sanctions. Cette malencontreuse accusation souleva une protestation justifiée et Clart obtint de M. Pivert une rectification qu'il fit du reste loyalement puisque c'est lui-même qui conseilla aux deux copains JSOP d'accepter notre invitation.

Quoiqu'il en soit (le discours de Pivert n'apporta rien de neuf), le meeting fut pour nous l'occasion de discussions véhémentes, mais correctes, avec des communistes présents.

L'ordre du jour suivant fut présenté par Clart au bureau de séance et la salle le vota à l'unanimité :

« 300 ouvriers parisiens, réunis à l'appel du P.S.O.P., protestent contre

SOUSCRIPTION

En souvenir de Solange de C., 50 fr. — Phalange groupe Marseille, 100 fr. — Phalange groupe des coloniaux, 1.000 fr. — Arnaud (14^e cellule), 40 fr. — Ralph, 100 fr. — Rigal (15^e C. Trotski), 250 fr. — Un camarade amé. de la 15^e, 40 fr. — X (remis par B...), 1.000 fr.

CAMARADES !

Dans vos cellules, nommez un responsable pour communiquer à la L.O. les événements importants (grèves, manifestations, etc.) et employez les vacances à réorganiser la vente et à trouver des abonnés.

N'oubliez pas le nouveau Compte Chèques Postaux
ROUSSET 2247-23 PARIS

Appel du S.I.S.L.

Libérez Ta-Tu-Thau !

A l'aide de l'enfant de TA-TU-THAU !

L'héroïque pionnier des ouvriers et paysans indochinois, Ta-Tu-Thau, a dû être transporté à l'hôpital-prison de Cho-Quan. Après qu'on lui a imposé une série de piqûres sous les muscles et sous les veines de polysalicylate, de strychnine, les médecins l'ont pratiquement abandonné aux tortures et aux douleurs qui accablent Ta-Tu-Thau paralysé de la moitié du corps depuis sa seconde grève de la faim.

Mais le gouvernement refuse sa liberté. Un à un les conspirateurs et les terroristes du C.S.A.R. sont rendus à leurs villegiatures, mais Ta-Tu-Thau ne peut recevoir qu'une fois par semaine la visite de sa compagne et il lui est interdit de venir rejoindre le petit garçon qu'il a laissé en France.

Mais les travailleurs ont adopté le petit garçon de Ta-Tu-Thau. Ils veillent sur lui et continueront d'assurer sa pension, manifestant ainsi

concrètement leur solidarité avec les opprimés coloniaux, avec les emprisonnés des bagnes d'Indo-Chine, avec Tao, avec Bagh Mai, avec le jeune So tuberculeux au dernier degré que Daladier et Mandel veulent jeter en prison, avec Ta-Tu-Thau, sur qui s'acharne avec infamie la répression.

Camarades ! Dans vos organisations, popularisez l'action avec les mots d'ordre : « Libérez Ta-Tu-Thau, amnistie en Indochine ».

Camarades ! Qu'en ces jours de vacances aucun de vous n'oublie d'adresser sa contribution pour l'enfant de Ta-Tu-Thau et les opprimés coloniaux.

Adressez-vous au S.I.S.L. et adressez vos envois de fonds et souscriptions :
Andrée Limbour, compte postal 163-512.

De bons exemples pour le soutien de la "LUTTE"

Nous avons reçu de nos camarades des coloniaux une souscription de 3.000 fr., dont 2.000 ont été réservés pour le loyer, 1.000 fr. pour la *Lutte*. Voilà un bel exemple de dévouement de la part de camarades qui sont bien placés pour apprécier la valeur de leur organe de combat dans la lutte anti-impérialiste et la nécessité de le renforcer.

Où sont les imitateurs ? Les camarades de Marseille, ont eux aussi organisé une phalange. Très bien ! Toute la province doit organiser ses phalanges, comme à Paris.

Profitez de cette période, pour régler les vieux comptes, et payer régulièrement comme Lille, Saumur, Marseille.

Pas une défaillance pour les phalanges ! Réorganisez la vente ! Préparez l'hebdomadaire sur 4 pages, grand format, pour octobre !

Prière d'envoyer au nouveau compte : Rousset 2247-23. (Les envois au dernier compte, nous occasionnent des ennuis. Prière d'en tenir compte !)

Pas de poursuites contre la Presse Ouvrière !

S.I.S.L. Secours International (Solidarité-Liberté), siège 11, rue J.-de-Beauvais, Paris.

Après l'interdiction d'une série de réunions publiques dont celle du *Secours international (Solidarité et Liberté)* dans le 18^e arrondissement de Paris, le gouvernement, à l'instar de Laval et de Tardieu, entame des poursuites contre une série de journaux prolétariens : « Révolution », organe des jeunesses socialistes révolutionnaires et le « Libéraire », organe de l'Union anarchiste. D'autres sont sous le coup de poursuites, leurs gérants inculpés. Deux fois le « Libéraire » a été saisi. Les locaux de « Révolution » ont été perquisitionnés après

que les portes aient été forcées. Pendant les feuilles fascistes et antisémites pullulent à nouveau.

Le secours international appelle les organisations et les organes de presse prolétariens à dénoncer ces attaques et à leur apporter un barrage commun énergique.

S. I. S. L.

Nous recevons une lettre de protestation du « Libéraire » à propos des mois saisis subies par ce journal en trois d'un mois. Inutile de dire que nous nous associons pleinement à la protestation de nos camarades contre la répression de Sarraù.

la répression du gouvernement impérialiste de Daladier dans les colonies (emprisonnement de militants révolutionnaires en Indochine et en Afrique du Nord) et contre les coloniaux en France ainsi que contre les étrangers immigrés. »

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

- La révolution trahie (1937) .. 18 »
- L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24 »
- La Révolution Permanente .. 24 »
- La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3 »
- Où va la France ? 7 50
- La seule Voie (1932) 2 »
- Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50
- Vie de Lénine (T. I) 24 »
- La leçon de l'Espagne, dernier avertissement 1 »

Wullens-Rosmer-Serge : L'Affaire Reiss 5 »

- Lénine, L'Etat et la Révolution 4 50
- Lénine, K. Marx et sa doctrine 2 50
- Marx et Engels. Manifeste communiste 2 »
- Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l' I. C. 20 »
- A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre 36 »
- C. Naville. A. Gide et le Communisme 5 »
- L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou 3 »
- Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses 0 50
- Que veut le P.O.I. ? 1 » (par 10 exemplaires) 8 »
- Compte chèques postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail

Le Procès du P. O. U. M. et de la IV^e Internationale

C'est la 3^e Internationale qui l'a décidé et le Guépéou qui prépare l'Assassinat des Militants Révolutionnaires

« Considérant que les trotskystes font, dans l'intérêt du fascisme, un travail de sape à l'arrière des troupes républicaines, le présidium (du C. E. de la III^e Internationale) apprécie (1) la ligne du Parti (communiste d'Espagne) tendant à la défaite du trotskysme en Espagne, condition nécessaire de la victoire sur le fascisme. »
28 décembre 1936.

L'accusation d'espionnage contre les militants du P.O.U.M.

Il y a deux preuves d'espionnage. 1) Un message à l'encre sympathique écrit au dos d'un plan de Madrid ayant servi à l'espionnage.

Ce plan a appartenu à un phalangiste qui s'est vanté d'être espion de Franco, mais ni l'authenticité du message. Ce phalangiste a été récemment fusillé.

Benito Pabon, collaborateur intime des ministres de la Justice Garcia Oliver et Irujo, élu député par les ouvriers de Saragosse, président de la Commission Juridique consultative du Ministère de la Justice, écrit que « tous ceux qui ont pu voir ce document l'ont reconnu faux, du Ministère de la Justice jusqu'au Procureur Général, M. Ortega y Gasset. »

M. Companys, Président de la Généralité de Catalogne, a protesté par lettre contre l'authenticité de ce document.

M. Irujo a déclaré à deux délégations franco-anglaises que ce document est un faux.

M. Ortega y Gasset, Procureur général de la République a démissionné en décembre 1937, parce qu'il refusait de bâtir une accusation sur ce document.

L'inscription à l'encre sympathique a été rajoutée au plan de Madrid dans les laboratoires de la police quand le stalinien Ortéga la dirigeait.

2) Relations avec les étrangers inscrits au P.O.U.M. et « que la police a dû expulser du territoire national par-

ment fusillé. Benito Pabon, collaborateur intime des ministres de la Justice Garcia Oliver et Irujo, élu député par les ouvriers de Saragosse, président de la Commission Juridique consultative du Ministère de la Justice, écrit que « tous ceux qui ont pu voir ce document l'ont reconnu faux, du Ministère de la Justice jusqu'au Procureur Général, M. Ortega y Gasset. »

M. Companys, Président de la Généralité de Catalogne, a protesté par lettre contre l'authenticité de ce document.

M. Irujo a déclaré à deux délégations franco-anglaises que ce document est un faux.

M. Ortega y Gasset, Procureur général de la République a démissionné en décembre 1937, parce qu'il refusait de bâtir une accusation sur ce document.

L'inscription à l'encre sympathique a été rajoutée au plan de Madrid dans les laboratoires de la police quand le stalinien Ortéga la dirigeait.

2) Relations avec les étrangers inscrits au P.O.U.M. et « que la police a dû expulser du territoire national par-

ment fusillé. Benito Pabon, collaborateur intime des ministres de la Justice Garcia Oliver et Irujo, élu député par les ouvriers de Saragosse, président de la Commission Juridique consultative du Ministère de la Justice, écrit que « tous ceux qui ont pu voir ce document l'ont reconnu faux, du Ministère de la Justice jusqu'au Procureur Général, M. Ortega y Gasset. »

M. Companys, Président de la Généralité de Catalogne, a protesté par lettre contre l'authenticité de ce document.

M. Irujo a déclaré à deux délégations franco-anglaises que ce document est un faux.

M. Ortega y Gasset, Procureur général de la République a démissionné en décembre 1937, parce qu'il refusait de bâtir une accusation sur ce document.

L'inscription à l'encre sympathique a été rajoutée au plan de Madrid dans les laboratoires de la police quand le stalinien Ortéga la dirigeait.

2) Relations avec les étrangers inscrits au P.O.U.M. et « que la police a dû expulser du territoire national par-

ment fusillé. Benito Pabon, collaborateur intime des ministres de la Justice Garcia Oliver et Irujo, élu député par les ouvriers de Saragosse, président de la Commission Juridique consultative du Ministère de la Justice, écrit que « tous ceux qui ont pu voir ce document l'ont reconnu faux, du Ministère de la Justice jusqu'au Procureur Général, M. Ortega y Gasset. »

M. Companys, Président de la Généralité de Catalogne, a protesté par lettre contre l'authenticité de ce document.

M. Irujo a déclaré à deux délégations franco-anglaises que ce document est un faux.

M. Ortega y Gasset, Procureur général de la République a démissionné en décembre 1937, parce qu'il refusait de bâtir une accusation sur ce document.

L'inscription à l'encre sympathique a été rajoutée au plan de Madrid dans les laboratoires de la police quand le stalinien Ortéga la dirigeait.

2) Relations avec les étrangers inscrits au P.O.U.M. et « que la police a dû expulser du territoire national par-

Un Décret-loi Scélérat

On a appris, ces derniers jours, et la presse, obéissant à la consigne gouvernementale, n'a pas insisté là-dessus qu'avait été décidé, par Daladier, ministre de Front Populaire, d'instituer la peine de mort pour les délits d'espionnage même en temps de paix.

Naturellement, dans le parlement d'enuques qui dirige provisoirement ce pays, il ne se trouvera pas une voix pour s'élever contre cette monstruosité.

Non pas que nous voulions prendre la défense des espions qui agissent pour le compte des puissances impérialistes rivales — peu nous importe le sort des Marthe Richard ou des Mademoiselle Docteur qui risqueront de se faire prendre par les concurrents d'en face — mais ce que nous voulons dénoncer et nous appelons tous les révolutionnaires qui se réclament de la lutte contre la guerre impérialiste et

Déjà en 1914-1918, nous avons eu des exemples monstrueux de ce que peut faire un gouvernement. Clément-Mandel, lorsqu'il manie le pouvoir, instruits par les méthodes staliennes de procès et d'aveux, Daladier-Mandel en profiterait pour décapiter le mouvement ouvrier révolutionnaire de ses meilleures têtes. Serait-ils espions tous ceux qui, par leur action, compromettraient le succès des rapines impérialistes en préparation.

Ce nouveau décret-loi nous démontre que la bourgeoisie met au point les derniers préparatifs pour la nouvelle tuerie mondiale.

A bas les décrets-lois Daladier-Mandel !
A bas la guerre impérialiste et ceux qui la préparent !
Vive la IV^e Internationale !
R. GIRARD.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Le numéro 9 de "4^{ÈME} INTERNATIONALE" est paru

revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik - Léniniste), Section française de la IV^e Internationale.

- Au sommaire :
- 1848, 1871 et 1938.
 - Critique économique. Les émissions de capitaux et la crise (P. Naville).
 - Révolution et contre-révolution en Espagne (suite et fin par Jean Rous).
 - Un Etat ni ouvrier ni bourgeois ? (L. Trotsky).
 - La crise économique en Russie (notes de février à avril).
 - Les tâches du prolétariat pendant la guerre (W. St.).
 - Dans l'Internationale - Hollande. Le R.S.A.P. et la IV^e Internationale (Maurice).
 - Angleterre. Fenner Brockway et la réponse de Staline à Ivanov.

- Les livres.
- A propos de la grande Révolution française, la pensée de Gracchus Babeuf (P. Naville).
 - Fils du peuple, par M. Thorez.
 - Les vagabonds de la faim, par Tom Kromer.
 - La fin des monstres, par Hyacinthe Dubreuil.
 - Au delà du nationalisme, par Thierry Maulnier.
 - Les calomnies de la Guépéou contre les Bolcheviks-Léninistes chinois.
 - Chronique du gangstérisme stalinien.
 - Le nouveau « Drang nach Osten » (Verd).

Le n° 2 fr. 50 au siège 15, passage Dubail, Paris (10), et dans les principaux kiosques.
Abonnements : 1 an : 25 fr. 6 mois : 12 fr. ; étranger : 1 an, 40 fr., 6 mois, 20 fr.
Compte chèques postal : Naville 1333-80 Paris.

Le Gérant : LORET
Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris